

SOUS PRESSION

Vivre dans un contexte de volatilité des prix alimentaires – Principaux éléments et résultats de la première année de recherche.

NAOMI HOSSAIN

Chercheuse universitaire, Institute of Development Studies

RICHARD KING

Conseiller en recherches sur les politiques générales, Oxfam

ALEXANDRA KELBERT

Assistante chercheuse, Institute of Development Studies

Les prix élevés et croissants des produits alimentaires n'ont plus rien de surprenant, mais les fluctuations rapides des prix et les effets cumulés de cinq années de hausses des prix continuent d'exercer une forte pression sur les personnes ayant de faibles revenus : Les gens travaillent plus et plus longtemps, mais leurs salaires ne suivent pas l'inflation, de sorte qu'ils doivent s'adapter là où ils le peuvent et comme ils le peuvent. Les résultats de la première année d'une étude de quatre ans sur l'incidence de la volatilité des prix des produits alimentaires sur la vie de tous les jours, décrits dans *Sous pression*, mettent en évidence des changements importants sur le plan du bien-être et du développement des populations dans des domaines oubliés par les décideurs – le travail de ceux qui dispensent des soins au sein du foyer et les filets de sécurité informels. Ce rapport explique pourquoi il est nécessaire de se préparer à la prochaine flambée des prix des produits alimentaires, et donne des recommandations sur la meilleure manière de le faire : élargir la protection sociale pour les plus vulnérables ; se préparer à lancer des actions de protection temporaire contre les flambées des prix ; surveiller les véritables impacts sur la vie et le bien-être des populations ; repenser les politiques de protection sociale pour « renforcer » les soins et l'assistance sociale informelle ; et permettre aux personnes de participer à l'élaboration des politiques pour lutter contre la volatilité des prix des produits alimentaires.

Les rapports de recherche d'Oxfam sont rédigés dans le but de partager des résultats de recherches, de contribuer au débat public et d'inciter à commenter les problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions d'Oxfam en matière de politiques. Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et non pas nécessairement celles d'Oxfam.



www.ids.ac.uk



OXFAM

www.oxfam.org

SOUS PRESSION : LA TOILE DE FOND

Sous pression relate les pressions cumulées exercées par les hausses des prix des produits alimentaires sur la vie de tous les jours dans les pays en développement et la façon dont elles modifient les comportements, les relations et l'organisation sociale de manière importante pour le développement. La « crise alimentaire » a beau ne plus faire les gros titres, elle n'a pas pour autant disparu : les prix des produits alimentaires continuent d'augmenter et, par moments, à flamber ; le fait que cela engendre des privations n'est pas mis en doute. Dans un avenir prévisible, les politiques et les pratiques de développement devraient continuer à se concentrer sur les effets des fluctuations des prix alimentaires sur les personnes qui vivent dans la pauvreté dans les pays en développement. *Sous pression* cherche à aider les décideurs à réfléchir à la réponse à donner à la volatilité des prix des produits alimentaires en concentrant leur attention sur les aspects suivants :

- la manière dont les personnes et les sociétés s'adaptent aux fluctuations des prix des produits alimentaires ;
- les mesures utiles qui pourraient être prises dès maintenant ;
- les aspects de l'adaptation qui doivent être mieux surveillés ;
- les aspects de ces changements complexes qui doivent être mieux compris.

Sous pression résume les conclusions de la première année d'une étude de quatre ans employant des méthodes mixtes intitulée « Vivre dans un contexte de volatilité des prix alimentaires ». Cette étude a pour objectif d'étudier les impacts de la volatilité des prix alimentaires sur le bien-être et, plus précisément le travail, les soins dispensés, la vie de famille, les relations sociales et les systèmes de soutien. *Sous pression* fait ressortir les principaux thèmes de recherches qualitatives de niveau local menées en 2012 dans 23 zones réparties entre les 10 pays étudiés. Il présente ces conclusions avec comme toile de fond l'évolution de la sécurité alimentaire mondiale et nationale au cours des cinq dernières années. Des rapports séparés sur les conclusions des recherches pour chaque pays en 2012 sont disponibles, en plus d'un compte rendu détaillé de la méthodologie de recherche. On trouvera un complément d'information sur <http://policy-practice.oxfam.org.uk/our-work/food-livelihoods/food-price-volatility-research>

Tableau 1. Pays catégorisés par le degré de sous-nutrition et le niveau de revenu

	Faible revenu	Revenu intermédiaire de la tranche inférieure
<i>Sous-nutrition</i> « sévère »	Burkina Faso, Éthiopie et Kenya	Guatemala et Zambie
<i>Sous-nutrition</i> « modérée »	Bangladesh	Bolivie, Indonésie, Pakistan et Vietnam

Cinq années de hausses et de flambées des prix

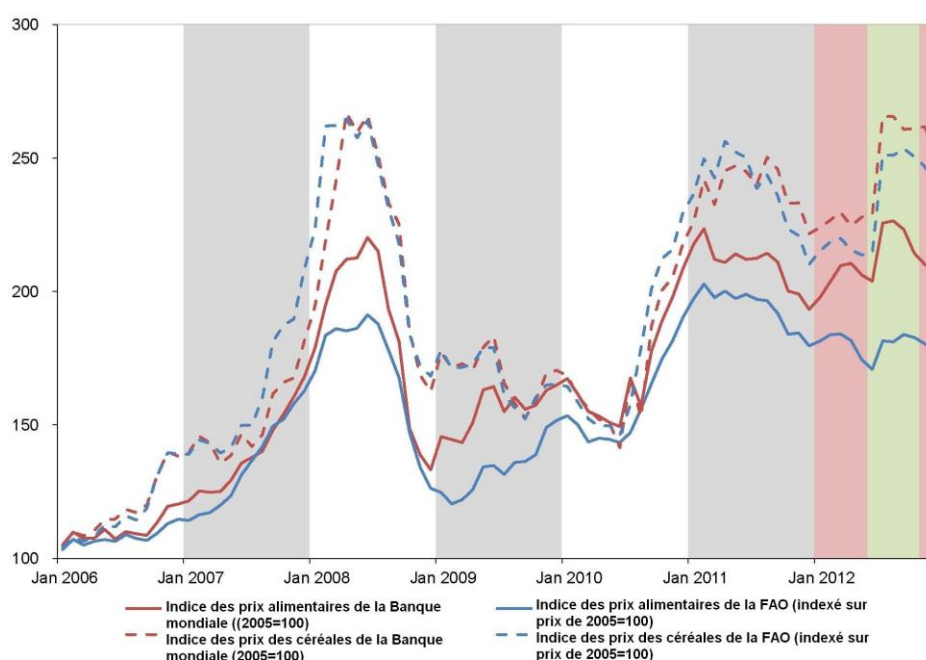
Bien que les mauvaises récoltes de 2012 n'aient pas entraîné la flambée des prix que l'on craignait, les prix mondiaux des produits alimentaires sont restés au niveau le plus élevé jamais atteint (c'est-à-dire au niveau de 2008, ou presque) pendant la plus grande partie de l'année. Des prix alimentaires élevés et croissants ne font plus l'effet d'un choc, mais les populations sentent les effets cumulés de cinq années de prix constamment élevés et volatils. Les prix alimentaires mondiaux et nationaux traduisent les expériences locales qui nous ont été révélées en 2012 :

- la plupart des prix des produits alimentaires (notamment les prix des denrées de base) ont encore augmenté pour la plupart des gens ;
- ces hausses n'ont pas toujours été soudaines, mais n'en ont pas été moins douloureuses, du fait des effets cumulés de cinq années d'augmentations ;
- l'incertitude des prix est restée une préoccupation, en particulier pour les riziculteurs.

Prix mondiaux des produits alimentaires en 2012 : la tendance à la hausse se poursuit

Après cinq ans de prix volatils et croissants, les prix des produits alimentaires à l'échelle mondiale ont augmenté et sont restés élevés tout au long de l'année 2012, se maintenant à des niveaux record ou presque (en termes nominaux). Les céréales et le soja ont impulsé cette hausse ; en effet, la sécheresse et la chaleur extrême enregistrées aux États-Unis et dans la région de la mer Noire ont fait monter le prix du maïs, du soja et du blé ; les prix du riz sont restés globalement stables ou ont diminué par rapport à l'année précédente. Finalement, les prix alimentaires mondiaux ont été légèrement moins volatils que durant les cinq années précédentes, et les prix de certains produits comme la viande et les produits laitiers étaient un peu moins élevés qu'en 2011.

Figure 1. Prix alimentaires mondiaux, 2006–2012



Prix alimentaires nationaux : une hausse générale pour les produits de base

Au niveau national, les prix alimentaires ne sont pas seulement influencés par les marchés mondiaux : les conditions des marchés, les récoltes, le climat et les politiques gouvernementales jouent également un rôle. Si les prix du riz étaient moins élevés qu'en 2011 au Vietnam et au Bangladesh, il n'en était pas ainsi en Indonésie, malgré une récolte record en 2012. Les prix du blé étaient plus élevés au Pakistan et dans de nombreux autres pays et, en Éthiopie, le prix du *teff* (céréale autochtone) a connu une hausse spectaculaire. Les prix du maïs présentaient des variations entre pays et en leur sein ; ils variaient considérablement au sein du Kenya, étaient stables au Guatemala et supérieurs à ceux de l'année précédente en Bolivie suite à une offre internationale serrée. Du fait de la récolte déficitaire de 2011, les prix du millet étaient élevés et ont continué de s'accroître au Burkina Faso. En Zambie, la bonne récolte de maïs a permis la stabilité des prix pendant une grande partie de l'année, mais l'effet des prix mondiaux élevés a commencé à se faire sentir durant la deuxième moitié de l'année.

**Encadré 1. Manière dont nous menons nos recherches pour la recherche intitulée
« Vivre dans un contexte de volatilité des prix alimentaires »**

Vivre dans un contexte de volatilité des prix alimentaires est une étude de quatre ans qui a recours à des méthodes de recherche mixtes et à des analyses multi-niveaux pour suivre l'effet de la volatilité des prix mondiaux dans la vie quotidienne de 23 communautés locales réparties dans 10 pays à revenus faibles et intermédiaires de la tranche inférieure, et avec une population en situation de malnutrition « sévère » (plus de 25 %) et « modérée » (moins de 25 %).

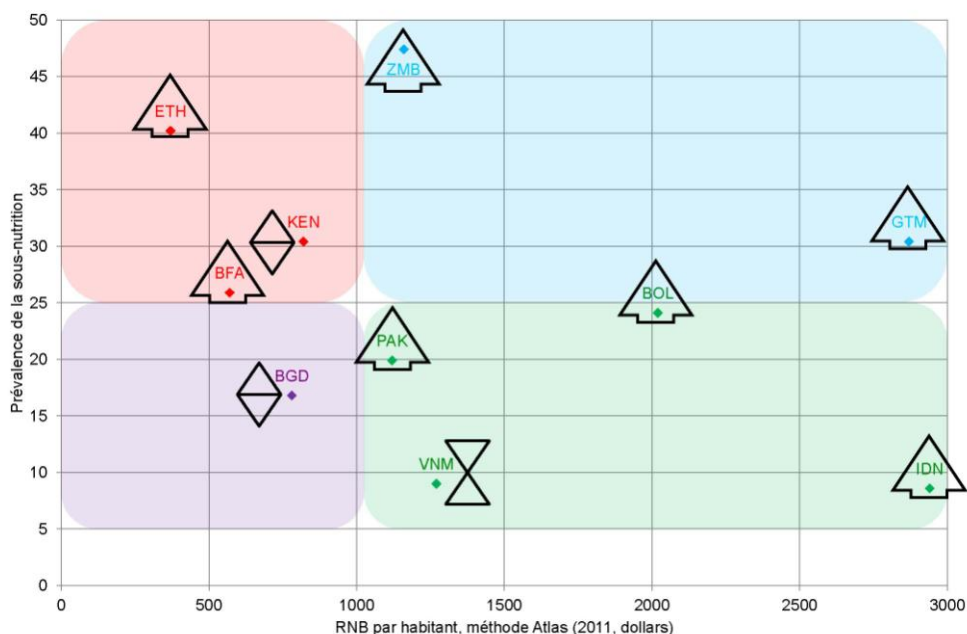
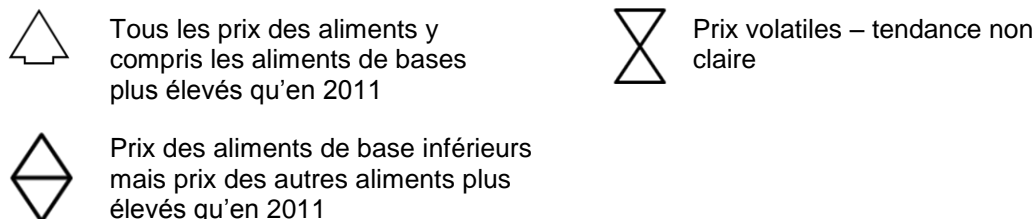
Le premier ensemble de résultats de l'étude, présenté ici, se concentre sur la manière dont les prix ont évolué en 2012 et sur les données locales relatives aux réponses des personnes et des sociétés face à cette situation. Au cours des années à venir, nous inclurons des analyses sur la manière dont les populations de l'ensemble des pays ont vécu ces changements.

Un document sur la méthodologie, des rapports annuels par pays et d'autres produits du projet sont disponibles ici : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/our-work/food-livelihoods/food-price-volatility-research>.

Prix alimentaires locaux : schémas variés et effets cumulés

Les prix locaux des produits alimentaires ont considérablement augmenté après 2007, et cette hausse s'est poursuivie jusqu'en 2012 dans la plupart des 23 communautés au sein desquelles nous avons mené des recherches (voir l'encadré 23). Dans la plupart de ces endroits, presque tous les prix des produits alimentaires avaient augmenté. Au sein des communautés bangladaises et kényanes, certaines denrées de base avaient vu leurs prix baisser légèrement, tandis que d'autres produits étaient devenus plus chers ; au Vietnam, le prix de certains types de riz était plus faible en 2012 que l'année précédente même si, en général, les fluctuations des prix variaient et ne suivaient pas de schéma clair. De manière globale, les prix alimentaires au niveau local, bien que présentant une variation légèrement supérieure, reflétaient généralement la situation au niveau national.

Figure 2. Fluctuations des prix signalées au sein des communautés étudiées dans le cadre des recherches au cours de l'année passée



Source : Analyse des entretiens initiaux et discussions en groupes de réflexion

Certains des éléments les plus positifs de ce tableau sont que :

- à l'exception du *teff* en Éthiopie, la plupart des hausses des prix alimentaires ont été relativement modestes l'an dernier ;
- les gens peuvent modifier leurs achats, et le font, pour profiter des produits les moins coûteux ;
- les gens ont maintenant l'habitude des rapides fluctuations des prix alimentaires et font de leur mieux pour planifier en conséquence.

Mais il y a des aspects plus négatifs :

- les effets des fluctuations des prix alimentaires s'accroissent au fil du temps – une hausse des prix n'est pas subie une seule fois, mais tous les jours ;
- les gens ne vivent pas que de produits de base, et les aliments à haute valeur nutritionnelle que les gens apprécient sont eux aussi devenus plus chers, et dans certains cas considérablement plus chers ;
- les hausses des prix alimentaires font aussi augmenter les autres prix, et le coût global de la vie est une source de préoccupation à tous les niveaux.

Une période sous le signe de la précarité

Tout le monde s'attend maintenant à voir les prix augmenter, mais personne ne sait de combien ou quand. La culture, l'acquisition et la préparation des aliments demandent un considérable effort humain ; en conséquence, la vie des personnes ayant des revenus faibles et irréguliers est rendue encore plus précaire par le fait qu'elles ne savent pas avec certitude quel sera le prix à payer pour nourrir leur famille (voir l'encadré 2).

Encadré 2. « Le budget est fichu » : la volatilité des prix alimentaires rend la planification pour l'avenir très difficile

Les gens éprouvent plus de difficultés à préparer un budget et à planifier, de sorte qu'ils ont plus de mal à aspirer à quoi que ce soit à l'avenir. En dépit de cette incertitude, une priorité absolue pour les familles est d'assurer l'avenir de leurs enfants. À la question de savoir comment elle faisait face aux changements sur le plan de la certitude, Mme R, habitante de Kabwata (Luzaka, Zambie) de 28 ans, propriétaire d'une entreprise d'objets artisanaux et mère de trois enfants, a répondu :

« Rien n'a changé. Le problème, c'est que les prix fluctuent – ils augmentent et ils baissent. Ces fluctuations ont lieu depuis longtemps. Le budget est fichu, c'est clair, alors nous l'ajustons. Mais il y a des choses auxquelles nous donnons la priorité – l'éducation vient en premier, ensuite la nourriture, puis les abris et les vêtements. »

Une femme de 40 ans de Bekasi (près de Jakarta, en Indonésie), a expliqué :

« J'en ai assez que les prix augmentent – je ne sais plus comment faire pour contrôler mon argent ! »

La volatilité des prix fait qu'il est tout particulièrement difficile d'épargner et de planifier pour les gens comme les récolteurs de caoutchouc de Banjar, en Indonésie, et les riziculteurs de la province Nghê An et du district Tri Tôn au Vietnam, pour qui le coût de la vie a augmenté en même temps que la chute des revenus. Ceux qui peuvent faire des économies en font pour se protéger des futures hausses des prix et faire face aux coûts médicaux, ce qui indique qu'ils s'attendent à ce que la hausse des prix se poursuive. À Nessesmtenga, dans le Burkina Faso rural, un enseignant religieux a expliqué que, malgré la gravité de la crise alimentaire, les habitants locaux avaient réduit leurs dépenses globales en nourriture pour pouvoir économiser et recevoir le traitement antipaludique plus tard dans l'année.

L'épargne et la planification peuvent être considérées comme un luxe pour ceux qui parviennent à peine à survivre. De jeunes femmes travaillant dans le secteur informel à Addis Abeba, en Éthiopie, ont expliqué les effets différents de la hausse des prix entre les riches et les pauvres : les personnes ayant de bons revenus et des économies s'en sortiront, mais ceux qui sont tributaires de travail journalier pour leur survie pourraient basculer dans des difficultés. Comme l'a exprimé l'une des personnes interrogées : *« C'est comme faire face à la mort jour après jour »*. À Nessesmtenga, les gens discutaient rarement de leur incapacité à épargner ; la conversation y portait surtout sur la nécessité de vendre des bêtes ou de puiser dans leurs biens pour répondre à une situation alimentaire devenue trop grave.

TRAVAIL ET SALAIRES

Les revenus augmentent – mais pas autant que l’inflation

Le point positif, c’est que la plupart des personnes ont signalé avoir gagné davantage, et dans de nombreux cas beaucoup plus, en termes nominaux ou en espèces, qu’au cours de l’année précédente. Les employés des secteurs formels ont assisté aux plus grandes augmentations de salaires, principalement du fait de l’entrée en vigueur de lois sur le salaire minimum ; cependant, dans plusieurs pays, de nombreux travailleurs du secteur public éprouvaient encore des difficultés face au coût croissant de la vie. Les travailleurs du secteur de l’exportation ont tous signalé une augmentation de leurs salaires, malgré une dégradation des conditions de travail selon de nombreux travailleurs. La plupart des journaliers ont signalé une augmentation de leur rémunération, en particulier dans les secteurs de la construction, des transports, du travail domestique et agricole (voir l’encadré 3), mais certaines activités non qualifiées ont été mécanisées, ce qui a entraîné une baisse des salaires. Dans la zone rurale de Chikwanda, en Zambie, les travailleurs ont expliqué que les salaires étaient restés faibles en dépit de la hausse des prix des produits alimentaires (ce que contestent les employeurs). Il est plus difficile de déterminer les revenus agricoles, mais il est évident qu’ils avaient diminué en 2012 pour les riziculteurs du Vietnam et les planteurs et récolteurs de caoutchouc d’Indonésie. Partout, les agriculteurs ont décrit comment les coûts croissants et volatils des intrants faisaient diminuer leurs revenus et rendaient la planification des cultures difficiles.

Tableau 2. Augmentations signalées des salaires agricoles moyens

Le niveau des salaires des journaliers agricoles avait apparemment augmenté dans la plupart des communautés de l’étude.

<i>Bangladesh rural : rémunération agricole journalière</i>	2010 : 120-130 BDT (1,47–1,59 \$)	2011 : 150–200 BDT (1,83 – 2,44 \$)	2012 saison haute : 300 BDT (3,66 \$)
<i>Cianjur, Indonésie rurale : rémunération pour une demi-journée de travail</i>		2011 : 22 000 IDR (2,34 \$) pour les hommes 18 000 IDR (1,92 \$) pour les femmes	2012 : 25 000 IDR pour les hommes (2,66 \$) 20 000 IDR pour les femmes (2,13 \$)
<i>District rural de Dadu, Pakistan : rémunération journalière pour le travail non qualifié</i>		2011 : 150 PKR (1,61 \$)	2012 : 250 PKR (2,68 \$)
<i>District rural de Dadu, Pakistan : rémunération journalière pour le travail qualifié</i>		2011 : 500 – 600 PKR (5,35 – 6,42 \$)	2012 : Jusqu’à PKR 700 (7,49 \$)
<i>Ville de Gulshan-e-Iqbal, Pakistan : salaire journalier</i>		2011 : 300 – 350 PKR (3,21 – 3,75 \$)	2012 : 400–500 PKR (4,28 – 5,35 \$)

Malgré ces hausses des salaires, les gens interrogés ne pensaient pas que leurs revenus avaient augmenté autant que le taux d'inflation ; rares étaient les personnes en mesure de démontrer qu'elles étaient en meilleure situation sur le plan matériel, et la plupart d'entre elles mangeaient moins et subissaient une diminution de leur niveau de vie par rapport aux années précédentes. De nombreuses personnes avaient changé de travail, souvent pour faire face au coût croissant de la vie, et plusieurs personnes ont évoqué la migration accrue. Les pressions subies pour gagner leur vie poussaient certains vers du travail moins sûr et parfois dangereux. La hausse des prix et le manque d'options alternatives avaient contraint certaines personnes à retourner à des activités minières dangereuses (Bolivie), à travailler dans des mines d'or (Burkina Faso), à pêcher dans la jungle parmi les tigres et les pirates (Bangladesh) et à s'engager dans le travail sexuel (Kenya et Zambie). Ceux qui ne travaillaient pas dans des conditions dangereuses disaient que leurs occupations étaient désormais moins sûres – contrats plus courts, conditions de travail moins généreuses ou travail moins disponible du fait de l'augmentation des salaires.

Encadré 3. L'argent n'est plus ce qu'il était

La manière dont les gens voient l'argent a changé à mesure que sa valeur est devenue moins fiable. Les personnes ont recours à des proverbes et à l'humour noir pour tenter d'appréhender ce qui se passe. À Karachi, au Pakistan, une femme de 45 ans mère de six enfants dont le mari est journalier a fait le commentaire suivant :

« Avant, il y avait du barkat dans l'argent, mais plus maintenant [barkat signifie littéralement bienfaits ; dans ce contexte, cela veut dire qu'il était possible de faire plus de choses avec la même quantité d'argent dans le passé]. Lorsque nous sommes arrivés ici [il y a sept ou huit ans], notre salaire était de 150 roupies et maintenant notre salaire est de 500 roupies, mais nous ne parvenons pas à couvrir les coûts de notre ménage. Avant nous pouvions vivre décemment et de manière honorable avec 150 roupies. Nous avons plus de travail parce qu'il y avait tellement de barkat dans l'argent et dans tout le reste. L'inflation était très faible (...) L'inflation est tellement élevée maintenant, comment peut-on être heureux quand une chose qui coûtait avant une seule roupie en vaut maintenant cinq ? »

De futurs agriculteurs ?

Constatant la hausse des prix, les travailleurs ne se précipitent pas vers l'agriculture. En effet, l'agriculture est désormais perçue comme étant devenue largement moins certaine au cours des quelques dernières années ; en raison de la volatilité des prix, les agriculteurs ne peuvent jamais prévoir ce qu'ils gagneront. Le faible niveau des revenus constituait aussi un élément d'explication, car le coût de la vie connaît une hausse très importante depuis quelques années. Les agriculteurs se heurtent par ailleurs aux incertitudes liées aux coûts des intrants agricoles et aux effets du changement climatique. La précarité fait de l'agriculture une option de subsistance moins attractive pour la jeune génération, ce qui contredit l'hypothèse selon laquelle des prix alimentaires élevés inciteront les gens à travailler dans l'agriculture. Ce sujet sera examiné plus en détails dans un rapport qui sera publié mi 2013.

VIE DOMESTIQUE : SE SERRER LA CEINTURE OU MOURIR DE FAIM ?

La manière dont les gens parviennent à organiser leur vie de famille exerce une importante influence sur leur bien-être. Dans le cadre des recherches effectuées pour *Sous pression*, on a constaté des raisons précises de s'inquiéter : en particulier les gens réduisent leur consommation d'aliments et d'autres articles domestiques, ainsi que le temps qu'ils consacrent à des activités non rémunérées de soins à des membres de leur famille. Malgré cela, nous avons aussi observé de remarquables capacités d'adaptation et d'innovation, que les politiques et programmes pourraient mieux soutenir s'ils en avaient les moyens.

Que mangeaient les gens en 2012 ?

Les membres des communautés étudiées continuaient à tenter de réduire leurs dépenses en aliments et autres articles en 2012 ; il en était ainsi non seulement pour les participants les plus pauvres mais aussi pour certaines des familles de classe moyenne les plus aisées parmi les interlocuteurs clés de la recherche. La manière dont les gens ont fait face à la situation n'a rien d'étonnant et s'inscrit dans un continuum familial. Les principales stratégies d'adaptation consistent à :

- réduire la quantité de certains aliments de prédilection plus coûteux
- substituer certains aliments à d'autres
- réduire la qualité et la diversité des aliments (en particulier viande et poisson riches en protéines)
- acheter en gros pour faire des économies
- cultiver, collecter et transformer ses propres aliments
- acheter en petites quantités pour gérer les budgets au quotidien
- emprunter, mendier ou demander de la nourriture sans payer
- réduire les portions
- supprimer certains repas
- souffrir de la faim pour certains membres de la famille
- souffrir de la faim pour tous les membres de la famille

Dans les pays présentant un degré de sous-nutrition classifié comme « sévère » selon les normes de la FAO, les habitants des sites étudiés dans le cadre des recherches ont signalé avoir recours à plusieurs des stratégies d'adaptation ci-dessus.

Les membres de la communauté bangladaise en cours de relèvement post-cyclone et ceux des communautés pakistanaïses utilisaient également une large variété de mécanismes d'adaptation (les deux pays présentent un degré de sous-nutrition « modéré »). En Bolivie, en Indonésie et au Vietnam, il était rare que les gens se privent de manger, mais ils étaient plus susceptibles de devoir réduire la qualité et de remplacer certains aliments par d'autres ().

En quoi 2012 a-t-elle différencié des autres années ? Ayant rendu visite à certaines de ces personnes à des fins de recherche depuis 2009, nous sommes en mesure de répondre à cette question en examinant leurs paniers typiques d'achats alimentaires. Les achats de Mme B, de Kalyanpur, au Bangladesh, en 2011 et en 2012 sont présentés dans les images 1 et 2 ; en février 2011, sa famille dépensait 184,50 BDT (2,34\$) en deux jours de nourriture, mais du fait

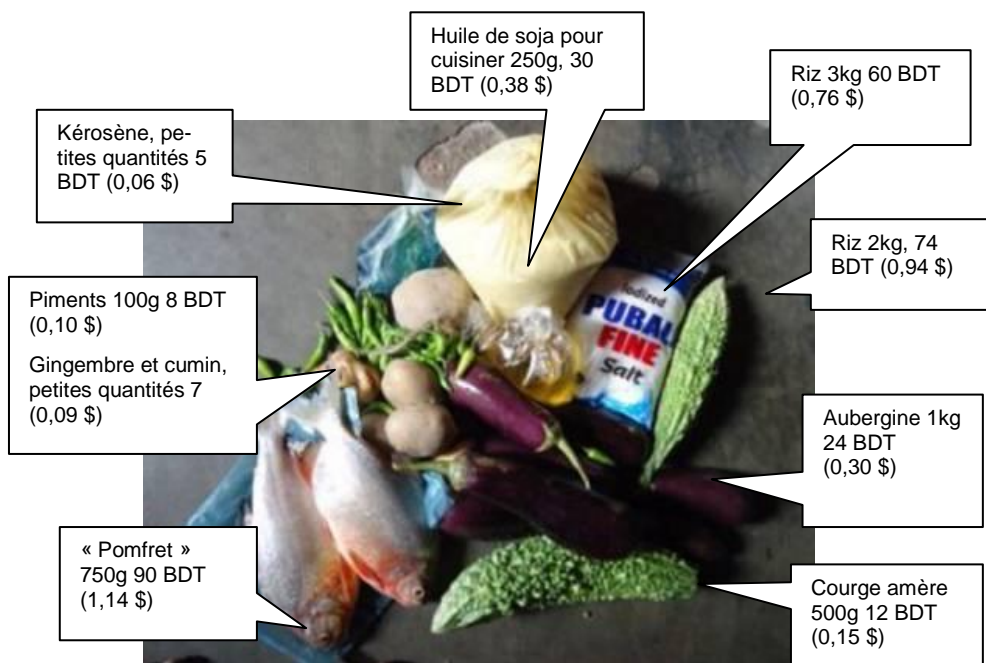
d'enfants en pleine croissance, de différences saisonnières et de prix volatils, elle a dépensé 290 BDT (3,68\$) pour un jour d'achats alimentaires en juillet 2012. De plus, le contenu de son panier était de qualité inférieure à celle de 2011. Aux prix de 2011, son panier de courses n'aurait coûté que 208 BDT (2,65\$) et les produits de meilleure qualité qu'elle achetait en 2011 coûteraient 344 BDT (4,38\$) aux prix actuels. Mme B avait remplacé l'huile de moutarde utilisée traditionnellement dans la cuisine bangladaise par de l'huile de soja, moins chère et produite industriellement, et le poisson qu'on lui vendait comme du pomfret en 2012 était en fait du piranha illégal.

Image 1. Le panier alimentaire de Mme B, à Kalyanpur, Bangladesh (février 2011)



Dépenses totales (pour deux jours) : 184,50 BDT (2,34 \$).

Image 2. Panier alimentaire de Mme B, à Kalyanpur, Bangladesh (juillet 2012)



Dépenses totales pour un jour : 290 BDT (3,68 \$)

Les habitudes alimentaires changent

Le fait que les familles gèrent la situation de ces manières consacrées n'a rien de surprenant ; les gens trouveront toujours des stratégies pour optimiser leur manière de manger en fonction de leurs moyens. Mais ce qui est frappant, c'est que ces mesures d'adaptation à court terme sont mises en œuvre par les ménages les plus pauvres comme par les ménages les plus riches, et qu'elles sont devenues assez répandues. Parmi les autres conclusions importantes on peut citer :

- le fait que les gens semblent faire plus d'efforts pour cultiver, cueillir et transformer leurs propres aliments, bien que cela demande beaucoup de temps, de terre et d'eau, qui sont des ressources précieuses et rares ;
- le fait que, à l'instar du récent scandale de la viande de cheval en Europe, les habitants de pays en développement s'inquiètent de l'innocuité des aliments qu'ils ont les moyens de consommer. L'hygiène et la fraîcheur des aliments, l'adultération, des variétés méconnues (comme le piranha mentionné ci-dessus vendu comme du pomfret), et les engrais et pesticides chimiques non réglementés sont parmi les inquiétudes exprimées par les personnes interrogées.

Les épices, les légumes, les oignons et la viande étant de plus en plus inaccessibles, de nombreuses personnes se sont tournées vers les additifs alimentaires industriels. Lorsqu'on leur demande ce qu'ils préparent à manger lorsqu'ils n'ont pas beaucoup d'argent, les gens disent utiliser des cubes de bouillons Maggi, des assaisonnements pour nouilles instantanées, de la sauce de poisson Nam Ngu (la moins chère) et les sauces Royco, entre autres (voir image 3) comme alternatives aux ingrédients frais pour rehausser le goût de leurs aliments. Parmi ces articles, rares sont ceux qui sont susceptibles d'avoir une valeur nutritionnelle élevée, mais les assaisonnements font qu'il est possible pour les personnes chargées de préparer les repas de donner un meilleur goût à des aliments monotones avec un budget très réduit ; en effet, beaucoup sont extrêmement peu chers et faciles à trouver, et ils ont la confiance des consommateurs, car ils sont produits par de grandes sociétés nationales ou multinationales. De plus, beaucoup se conservent longtemps et sont appréciés des enfants.

Le travail rémunéré évince le travail de soins non rémunéré

La pression s'exerçant sur les budgets des familles a fait qu'un nombre accru de femmes dans nos communautés de recherches tentent de trouver des manières de contribuer aux revenus des ménages. Il s'agit d'une constatation frappante, étant donné que, parmi ces sites, il y a des endroits où il est interdit aux femmes de se déplacer en public. Parmi les formes de travail rémunéré ou à leur compte que les femmes ont dit avoir entreprises au cours des deux à trois dernières années, on peut citer la collecte et la transformation de combustible, le travail de subsistance sur les exploitations familiales, le travail agricole rémunéré, le petit commerce, la vente d'aliments, le travail de blanchisserie, le travail sexuel, la garde d'enfants, le travail domestique, le balayage des rues, entre autres. Au Vietnam, seules les femmes considérées comme trop âgées, trop fragiles ou ayant des enfants en bas âge n'effectuaient pas de travail rémunéré. Au Pakistan et dans le Bangladesh rural, malgré des normes sociales puissantes à l'encontre de la mobilité des femmes, nombre d'entre elles effectuaient, ou cherchaient, du travail rémunéré à l'extérieur du foyer. En Zambie, les travailleurs du secteur public, dont les infirmières, devaient apparemment travailler au noir comme vendeuses de rue pour rapprocher leurs revenus des coûts quotidiens. Il y avait très peu de femmes qui n'avaient pas d'activité leur permettant de gagner un revenu, ou qui n'en avaient pas eues récemment. La hausse du coût de la vie était citée comme un facteur important expliquant cette recherche par les femmes de travail rémunéré.

La volatilité des prix des produits alimentaires rend le travail rémunéré nécessaire pour beaucoup plus de femmes, et cela pose question : qu'est-ce que cette situation signifie pour l'autonomisation des femmes et leur participation à la population active ? Pour la segmentation des marchés du travail par sexe ? Il est moins probable que cela soulève des questions sur la répartition du travail domestique requis pour maintenir les familles nourries, habillées, propres et généralement soignées car ces activités sont encore pour la plupart invisibles aux yeux de ceux qui formulent les politiques de développement. Cependant, les soins aux jeunes et aux personnes âgées ou malades demandent du temps, des efforts, des ressources et des relations, généralement ceux des femmes. Les hausses rapides des prix alimentaires tendent en moyenne à accroître le degré de travail de soins requis pour parvenir au même niveau de développement et de bien-être humains.

Les pressions supplémentaires pour accroître les revenus ont encore réduit le temps dont disposent les femmes, puisqu'elles travaillent plus et plus longtemps pour assurer les tâches domestiques et le travail rémunéré. On pourrait améliorer les politiques publiques pour soutenir les personnes qui tentent de gagner un revenu afin de faire face à la hausse des prix alimentaires. Parmi les autres observations qui revêtent une importance dans le cadre de la réflexion sur la manière dont les politiques et les pratiques peuvent aider les gens à mieux s'en sortir, on peut citer les suivantes :

- Les membres âgés des familles et, dans une moindre mesure, les enfants les plus âgés (et surtout les filles) assumaient, selon les propos recueillis, une part plus importante du fardeau des soins, en particulier ceux destinés aux enfants.
- Les rapports entre les membres plus âgés des familles et les enfants aînés étaient souvent difficiles ; dans certains cas, l'aide apportée sous forme de soins non rémunérés constituait un fardeau supplémentaire que les personnes plus âgées avaient du mal à supporter.
- Pour certains hommes, le fait de ne pas pouvoir subvenir correctement aux besoins de leur famille était source d'une grande souffrance et entamait leur identité masculine en tant que soutien de famille ; cela entraînait des tensions, voire des conflits, au sein des couples. Cependant, au sein de certaines familles, les hommes et les garçons les plus âgés assumaient apparemment un rôle plus actif au sein du foyer lorsque les femmes étaient au travail.
- Les rapports entre les parents et les enfants pâtissaient aussi de la situation, car les parents se sentaient stressés par leur inaptitude à subvenir aux besoins de leurs enfants et s'inquiétaient de leur éducation et de leur avenir.

RELATIONS SOCIALES : QUESTIONS D'ARGENT

Dans des contextes aussi différents que la Bolivie urbaine et l'Éthiopie rurale, les personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenus ont expliqué que les hausses des prix des produits alimentaires contribuaient directement à la monétisation de la vie de tous les jours : les gens s'inquiétaient de plus en plus de l'argent aux dépens d'autres priorités.

L'idée selon laquelle les relations sociales sont de plus en plus individualistes et monétarisées n'a rien de nouveau, mais le fait que les gens établissent clairement un lien entre des changements dans leurs relations sociales et la volatilité des prix alimentaires suggère que nous sommes face à un véritable changement de paradigme. Plusieurs exemples illustrent la manière dont la dynamique sociale a changé, et montrent que les relations sont devenues moins collectives à mesure que les gens ont fait passer en priorité leurs revenus individuels ou familiaux. Les relations sociales sont touchées par les prix alimentaires élevés des manières suivantes :

- Les bases de la solidarité, en particulier au sein des groupes professionnels, ont changé. À certains endroits, les formes anciennes de travail coopératif ou basé sur l'échange sont en train d'être remplacées par des relations davantage basées sur des transactions monétaires – tout particulièrement en Éthiopie. Ce changement a commencé avant 2007, mais la volatilité et le haut niveau des prix ont accéléré le processus. Or, on trouve aussi de nouvelles formes de solidarité au sein de certains groupes professionnels, précisément en réponse aux changements des prix des produits alimentaires et du fait de la nécessité pour les salaires de suivre l'inflation. On trouve des exemples d'organisation des travailleurs au niveau des industries ou au niveau national au Bangladesh et en Bolivie.
- Les activités sociales, et en particulier la manière et la fréquence avec laquelle les gens célèbrent, pleurent les morts, pratiquent leur religion et prennent part à la vie collective publique, ont été négativement affectées. On observe une diminution nette, bien que peut-être temporaire, des activités sociales publiques. Cela est dû au fait que l'argent nécessaire pour subvenir aux besoins quotidiens a la priorité sur l'argent consacré aux cadeaux, aux abonnements, aux loisirs, aux soins personnels, etc. Les mariages et les funérailles sont en passe de voir leur échelle réduite, et cessent d'être les festivités ou rassemblements s'étendant à la communauté tout entière qu'ils étaient encore récemment.
- Le soutien familial et communautaire est encore important, mais les systèmes de protection sociale informels n'ont pas réussi à pallier les expériences soutenues et communes d'incertitude sur les prix alimentaires. La plupart des personnes comptent encore surtout sur l'aide apportée par leur famille et leurs voisins, mais beaucoup préfèrent désormais l'aide de l'État, parce qu'elle ne s'accompagne pas de stigmatisation ni du besoin de rendre le service ultérieurement.

Image 3. Un mariage à Pirhuas, en Bolivie rurale



Encadré 4. Effets des prix alimentaires sur la vie sociale

Mme S, 22 ans, de Kalyanpur, Bangladesh, nous a parlé des implications de la hausse des prix des produits alimentaires dans un entretien :

Elle a acheté une nouvelle tenue à sa fille il y a un an. « Après cela, je n'ai pas pu lui acheter quoi que ce soit d'autre (...) Elle met maintenant très peu d'huile dans ses cheveux, car les prix ont doublé récemment (...) Maintenant le prix [du savon] lui aussi est devenu inaccessible. Elle ne peut même pas laver ses vêtements correctement car il n'y a pas de savon. Elle ne peut même plus participer à des occasions sociales comme les mariages, car elle n'a pas les moyens d'acheter des cadeaux pour la cérémonie. Alors, comme elle a honte, elle ne se joint pas à ces cérémonies. Nous ne pouvons pas organiser de programme social, car nous sommes pauvres. Comment pourrions-nous le faire alors que nous ne pouvons même pas manger à notre faim ? (...) Les riches organisent des anniversaires, [et] des jours de mariage, mais nous, nous ne pouvons pas le faire. Nous ne travaillons que pour gagner notre pain et survivre. »

Les opinions de deux forgerons lors d'une discussion en groupe de réflexion à Nessesmentenga, Burkina Faso rural, exprimaient des questions analogues :

« Lorsqu'un membre de la famille meurt, et que nous n'avons pas les moyens de marquer ses funérailles, nous attendons l'année d'abondance pour célébrer et, parfois, nous pouvons célébrer plusieurs funérailles parce que cela dépend des capacités [de la famille] (...) Maintenant nous ne célébrons plus la réception de cadeaux le septième jour du mariage, pour éviter les dépenses. »

Mme S, veuve de 55 ans et femme de ménage de Banjar, en Indonésie rurale, assistait dans le passé à des réunions hebdomadaires de femmes dans son village, et versait une donation personnelle de 10 000 IDR lors de chaque réunion. Mais, du fait de sa situation économique actuelle, cela fait maintenant deux ans qu'elle n'a pas pris part à ces réunions sociales. Parmi les autres activités sociales qui représentent pour elle un fardeau figurent les réceptions de mariage dans son village, auxquelles elle est invitée au moins une fois par semaine par une famille différente. Automatiquement, Mme S devrait préparer au moins 10 000 IDR comme donation pour chaque invitation. Mais Mme S explique : « Vous pouvez facilement imaginer : si je reçois deux ou trois invitations à des mariages en une semaine, comment puis-je faire mes donations ? Je n'ai prévu que 10 000 IDR à dépenser, mais j'aurais besoin de 30 000 IDR pour répondre à toutes ces invitations. Souvent, je ne sais pas comment faire. »

SE PRÉPARER EN VUE DE LA PROCHAINE FLAMBÉE DES PRIX ALIMENTAIRES

Politiques populaires en ce qui concerne les flambées des prix

Les personnes ayant des revenus faibles et précaires dans les dix pays étudiés dans le cadre de ces recherches ont exprimé des opinions claires et mûrement réfléchies sur les causes de la volatilité des prix alimentaires. Elles attendent de leurs gouvernements qu'ils les protègent et, si nombre d'entre elles comprennent que les marchés mondiaux influent sur les prix locaux, elles continuent néanmoins de penser que les gouvernements devraient freiner les personnes qui spéculent sur les grains et les accumulent, aux niveaux local et national, et remédier aux lacunes des réglementations dont beaucoup pensent qu'elles font augmenter les prix. Parmi les

autres facteurs qui interviennent, selon elles, figurent les hausses des prix du carburant, la dépendance envers les marchés alimentaire aux dépends de l'autosuffisance, les changements climatiques, la taxation, les échecs à investir dans l'agriculture et les fluctuations démographiques.

Les personnes accordent une valeur à la protection sociale pour les aider à faire face à la situation, mais les plaintes habituelles concernant le ciblage, la générosité et la qualité de l'assistance, ainsi que la réactivité globale, subsistent. Il a beau être facile d'accéder à l'assistance communautaire et familiale, et cette option a beau être peu coûteuse pour les pouvoirs publics, elle n'est pas durable en période de hausses des prix alimentaires. Par conséquent, les gens préfèrent recevoir une aide de la part de l'État qu'un soutien social informel, parce qu'elle est pour eux moins honteuse et leur permet d'éviter les obligations personnelles ; quoi qu'il en soit, il y a moins de personnes en mesure d'aider leurs amis et leur famille en temps de hausse des prix.

Comment se préparer en vue de la prochaine flambée

Quels sont les messages qui se dégagent de ces recherches à l'intention des décideurs et des praticiens sur la manière de se préparer en vue de la prochaine flambée des prix des produits alimentaires ? Les gouvernements, les agences d'aide et les autres acteurs du développement doivent reconnaître l'importante évolution qui s'est produite dans la relation qu'entretiennent les personnes recevant de faibles revenus avec le système alimentaire. Il y a toutes les raisons de croire que cette évolution est permanente et requiert des réponses de politique générale à plusieurs niveaux. Il y a trois domaines d'action qui contribueront à protéger les gens de la prochaine flambée des prix.

Aspects qui nécessitent une action immédiate

1. Protection contre les flambées et indexation sur l'inflation des systèmes de protection sociale :

- Veiller à ce que les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables aient d'ores et déjà une protection sociale – une flambée des prix ne constitue pas le meilleur moment pour commencer à élaborer des programmes destinés aux plus pauvres. Parmi les personnes les plus vulnérables figurent celles qui ne gagnent u rien ou presque, y compris les personnes âgées, handicapées, et souffrant de maladies chroniques, les personnes déplacées, les orphelins et les femmes ayant des enfants. Parmi les actions destinées à ces groupes devraient figurer des versements d'argent sans condition ou des programmes de transferts alimentaires, par exemple des pensions de retraite ou d'invalidité, des allocations familiales ou de maternité et des programmes d'alimentation scolaire, ainsi que d'autres programmes similaires.
- Les transferts ou subventions temporaires d'argent ou d'aliments (selon les conditions administratives et du marché au niveau local) devraient avoir une orientation large, et non étroite, être auto-orientés, sensibles à la qualité et aux préférences, réguliers et prévisibles, et automatiquement déclenchés par les hausses des prix. Une combinaison de magasins pratiquant des prix équitables, organisés à travers des agents, de ventes directes ouvertes sur le marché d'aliments subventionnés et de virements d'argent temporaires constituerait l'approche idéale.
- Les programmes de protection et d'assistance sociales indexés sur l'inflation permettent de s'ajuster aux changements réels en termes de besoins. L'indexation de la protection sociale sur l'inflation devrait mettre en relief les privations subies par les personnes travaillant dans des contextes plus « souples » ou informels, et doit englober la mise au point d'une méthodologie permettant d'évaluer le coût des besoins de base qui soit vraiment sensible aux besoins de base des personnes ayant de faibles revenus.

2. Mieux gérer la volatilité des prix des produits alimentaires :

- Les décideurs mondiaux et nationaux doivent en faire plus pour mesurer les coûts sociaux des ajustements aux prix alimentaires, appuyer les efforts visant à atténuer les flambées des prix via la mise en place de réserves alimentaires, réglementer le commerce des céréales et les pratiques anti-concurrentielles, et accroître les ressources pour mettre en œuvre ou renforcer la protection sociale universelle.
- Les politiques mondiales et nationales en matière de sécurité alimentaire doivent prendre au sérieux le défi de l'agriculture de demain. Rien n'indique que des prix alimentaires élevés fassent de l'agriculture une activité professionnelle attractive et rentable, tout au moins pour les petits agriculteurs. Il est donc essentiel d'investir dans les petites exploitations et dans l'agriculture durable et résiliente afin d'accroître la production alimentaire de manière durable et de permettre aux gens de se sortir de la pauvreté. Cela requiert par ailleurs un financement pour l'adaptation au changement climatique et son atténuation, en donnant la priorité à l'aide apportée aux petits producteurs.
- Les processus de formulation de politiques en matière de sécurité alimentaire doivent être plus ouverts et engager le public dans une discussion large sur la volatilité des prix alimentaires. Les gens ont un droit humain (rarement respecté) à participer à l'élaboration de leurs politiques de protection sociale. Les instituts de recherche, les cellules de réflexion et la société civile devraient assumer la responsabilité de la mobilisation du public autour des politiques alimentaires dans un contexte de marchés alimentaires mondialisés et de volatilité internationale des prix.

3. Les décideurs doivent eux aussi reconnaître, mesurer et soutenir les activités de soins non rémunérées :

- Les programmes de protection sociale doivent être sensibles aux soins, et tenir compte du travail non rémunéré que les femmes effectuent déjà, ainsi que la valeur que revêt ce travail pour les familles, les sociétés et les nations.
- Ils doivent en faire plus pour mesurer et évaluer l'impact des activités de soins non rémunérées sur le développement.
- Les décideurs doivent identifier et soutenir les besoins des personnes qui dispensent les soins à la place des personnes habituelles, en particulier les personnes âgées et les enfants aînés (surtout les filles) qui sont les plus susceptibles de supporter le fardeau des soins dispensés sans rémunération du fait que les femmes effectuent plus de travail rémunéré. L'investissement dans la prestation de services de garde d'enfants pourrait avoir un excellent potentiel pour le développement de la petite enfance, l'égalité entre les sexes, l'emploi des femmes, etc.

4. Meilleur suivi :

- Les décideurs doivent considérer les prix que les personnes paient réellement pour les paniers alimentaires et les autres besoins de base, et ne pas se limiter aux prix des denrées de base.
- Ils devraient aussi considérer la diversité dans l'assiette : la capacité de remplacer certains aliments lorsque leurs prix étaient trop élevés a constitué un important mécanisme d'adaptation – même si les gens n'aiment pas forcément ce qu'ils doivent manger. Par conséquent, il est important d'observer si les prix de toutes les sortes d'aliments augmentent fortement en même temps. Il est aussi important de savoir si les gens achètent davantage d'aliments industriels parce qu'ils sont souvent moins chers et plus faciles à préparer.
- Les décideurs doivent surveiller les salaires et les revenus réels ; par exemple les gens se heurtent-ils à une plus grande précarité et prennent-ils plus de risques ou acceptent-ils des revenus moins stables ? L'inégalité augmente-t-elle ? Que signifie pour les activités de soins non rémunérées le fait que les femmes participent davantage à des activités rémunérées ?
- Ils devraient étudier les circonstances dans lesquelles certaines formes de protection sociale peuvent favoriser de bonnes relations sociales.

REMERCIEMENTS

Ce rapport de recherche a été commandé afin de contribuer au débat public et d'accueillir tout retour sur les politiques et pratiques humanitaires et de développement. Il ne reflète pas nécessairement les positions politiques d'Oxfam ou d'IDS. Les points de vue exprimés sont ceux des auteurs du rapport et ne sont pas nécessairement ceux d'Oxfam ou d'IDS.

Bangladesh : **Ferdous Jahan**, Asif M. Shahan, M. Mamun-ur-Rashid, M. Bayazid Hassan, Omar Faruque Siddiki

Chercheurs et contributeurs : Md Khobair Hossain, M. Mizanur Rahman, Asaduzzaman, Reaz Khan Babor, Misbah Uddin Babul, Irteza Ahmed, Tapos Kumar Das, M. Abdur Rahim, Shameem Reza Khan, Hedayet Hussain, M. Saidur Rahman, Sharif Waly, Tazia Rahman Khushboo, Mojibul Hasan, Miron Kumar Saha, M. Hasan Haider, M Rifat Haider, et Chowdhury Abdullah Al Asif

Bolivie : **Rosario Leon**, Jean Paul Benavides, Blanca León, Jose Luis Barroso, Pedro Badran

Animatrice terrain : Eduarda Cabrera

Burkina Faso : **Ludovic Kibora**, Dr Goama Nakoulma, Dr Joel Korahire, Dr Roger Zerbo
Soutien additionnel : Dr Aude Meunier/Nikiema, Mme Awa Carole Bambara

Éthiopie : **Tassew Woldehanna** et Yisak Tafere

Chercheurs sur le terrain : Workneh Abebe, Abreham Alemu, Kisros Berhanu, et Asmeret Gebrehiwot

Guatemala : **Alma Lucrecia Olivet López**, Eva Sazo, Guisela Mayén, Margarita Ramírez, Óscar Alfredo Calderón, Floridalma Salanic Chaj, et Fernando Coc Macú

Indonésie : **Rizki Fillaili**, **Rachma Indah Nurbani**, Hariyanti Sadali, Bambang Soelaksono, Nur Aini, Herry Widjanarko, et Muhammad Iqbal

Kenya : **Grace Nyonyintono Lubaale**, Nathaniel Kabala, Carolyne Cherop, Nancy Mwangemi Barisa, Joiria Sudi, et Wanga Kitasi

Pakistan : **Mysbah Balagamwala**, **Hussain Bux Mallah**, **Haris Gazdar**, Haider Naqvi, Saima Jarwar, Fatima Latif Jhatial, Ayaz Latif Jokhio, et Ghulam Abbas Soomro

Viêtnam : **Nhat Nguyen Duc**, Thang Tran Cong, Hung Nguyen Vu, Mai Truong Thanh, Quy Vu Trong, Diep Pham Bich, Tuan Bui Van, Cuong Quach Minh, Thuy Le Nguyen Thu, Huong Nguyen Minh, Long Khuat Vinh, Duc Ho Hoang, Trung Do Quoc, Alasdair Sim, Huong Do Lien, Van Pham Thi Hong, Phuc Vu Huy.

Zambie : **Mwila Mulumbi**, Harold Mukupa, Kabuswe Chikoti, Kabuswe Chikoti, et Estone Phiri. Regina Mubanga, Joseph Chikwanda in Chikwanda, et Gift Mataa à Kabwata, ont soutenu le processus de recherché et ont fourni des réunions informatives mensuelles.

Nick Chisholm, University College Cork, Irlande.

Les rapports de recherche d'Oxfam

Les rapports de recherche d'Oxfam sont rédigés dans le but de partager des résultats de recherches, de contribuer au débat public et d'inciter à commenter les problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions d'Oxfam en matière de politiques. Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et non pas nécessairement celles d'Oxfam.

Pour plus d'informations ou pour faire des remarques sur ce rapport, veuillez envoyer un courriel à research@oxfam.org.uk.

© Oxfam International mai 2013

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-306-3 en mai 2013.
Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 92 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez visiter www.oxfam.org.

IDS

L'« Institute of Development Studies » (IDS) est une organisation mondiale caritative leader dans les secteurs de la recherche, de l'enseignement et de l'information en matière de développement international. Pour de plus amples informations, veuillez visiter www.ids.ac.uk.

Financé par



www.ids.ac.uk



OXFAM

www.oxfam.org